



ARRETES DU MAIRE

N° 2023.106

Service « Animation Locale et Associations »
Objet : autorisation de buvette

Le Maire de la Ville d'Ugine,

Vu le code des collectivités territoriales et notamment son article L2212- 1, L2212-2, 2212-2 ;

Vu le code de santé publique, notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2010, modifié le 20 juillet 2011, article 3 portant règlement permanent de la police des débits de boissons dans le département de la Savoie ;

Vu la circulaire préfectorale en date du 30 avril 2004 ;

Considérant, la demande adressée par Madame Anne PRADURAT, Présidente des Sabots d'Ugine, en date du 16 mars 2023.

ARRETE

- **Article 1 : Mme PRADURAT** est autorisée à ouvrir un débit de boisson temporaire le lundi 1^{er} mai 2023 de 7h à 20h au Centre Equestre à l'occasion d'une rencontre Equestre.
Les horaires autorisés doivent être strictement respectés.
- **Article 2 :** conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes 1 et 3 tel que défini à l'article L.3334-2 du code de la santé publique, c'est-à-dire les boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé chocolat. Boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.
- **Article 3 :** conformément au protocole HCR mis en place dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, les consommations au comptoir sont interdites. Les consommateurs pourront se rendre à la buvette pour récupérer leur commande puis s'installer à table.
- **Article 4 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
 - M. le Major, commandant la brigade de Gendarmerie d'Ugine;
 - La Police Municipale ;
 - Le service « Animation Locale et Associations » ;
 - Le Secrétariat Général ;
 - Mme PRADURAT

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le



Fait à Ugine, le 21 mars 2023
Pour le Maire empêché
Michel CHEVALLIER
Adjoint au Maire